



Assemblée générale

Distr. générale
30 octobre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session
Cinquième Commission
Point 115 d) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/72/104/Rev.1 daté du 17 juillet 2017, l'Assemblée générale devra, à la présente session, nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants à la Commission de la fonction publique internationale, et ce pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2018.

2. Les membres de la Commission dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2017 sont les suivants :

Wolfgang Stöckl (Allemagne) (Vice-Président);
Minoru Endo (Japon);
Luis Mariano Hermosillo Sosa (Mexique);
Aldo Mantovani (Italie);
Curtis Smith (États-Unis d'Amérique).

Il faudra donc nommer :

Un membre représentant les États d'Asie et du Pacifique;

Un membre représentant les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Trois membres représentant les États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures suivantes :

a) Pour le siège revenant aux États d'Asie et du Pacifique :

Yuji Kumamaru (Japon);

b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :

Luis Mariano Hermosillo Sosa (Mexique);



c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :

Aldo Mantovani (Italie);
Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique);
Wolfgang Stöckl (Allemagne).

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les dispositions des articles 3 à 5 du Statut de cette dernière. En application de ces dispositions et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres (par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux), les chefs de secrétariat des autres organismes, les représentants du personnel (par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies) et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. À l'issue de consultations entre les États Membres, les États d'Asie et du Pacifique ont décidé d'approuver la candidature de M. Kumamaru; les États d'Europe occidentale et autres États, celles de MM. Mantovani, Mounts et Stöckl.

6. Le Secrétaire général présente donc à l'examen de la Cinquième Commission la liste des candidats proposés pour pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2018 :

a) Pour le siège revenant aux États d'Asie et du Pacifique :

Yuji Kumamaru (Japon);

b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :

Luis Mariano Hermosillo Sosa (Mexique);

c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :

Aldo Mantovani (Italie);
Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique);
Wolfgang Stöckl (Allemagne).

7. Les curriculum vitæ des candidats sont présentés dans l'annexe au présent document.

Annexe

Curriculum vitæ*

Yuji Kumamaru (Japon)

Né le 7 décembre 1951

Avril 1975	Entrée au Ministère des affaires étrangères
Juillet 1986	Accréditation auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (New York)
Juin 1989	Premier Secrétaire de la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
Juillet 1989	Conseiller à l'Ambassade du Japon en Chine
Février 1992	Directeur de la Division de la coopération sociale du Bureau des Nations Unies (Tokyo)
Août 1993	Directeur de la Division de l'administration de l'ONU, Département des questions mondiales, Bureau de la politique étrangère (Tokyo)
Mai 1994	Conseiller, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
Mai 1996	Directeur des affaires générales, Bureau de Taipei, Association Interchange
Avril 1999	Ministre, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
Février 2001	Ministre, Ambassade du Japon en Chine
Avril 2004	Vice-Président administratif de la Japan Foundation (Tokyo)
Février 2005	Consul général du Japon à Shanghai
Juillet 2008	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade du Japon en Thaïlande
Août 2010	Consul général du Japon à Hong Kong
Janvier 2013	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Cambodge
Octobre 2016	Représentant du Gouvernement japonais Ambassadeur chargé de la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale organisée

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

Luis Mariano Hermosillo Sosa (Mexique)

Directeur général du Budget et des ressources financières
Ministère de l'Éducation publique (Mexique)

Formation

- Licence d'ingénierie informatique
Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)
- Maîtrise en administration publique
Instituto Nacional de Administración Pública (INAP)
- Diplôme de comptabilité et finance
Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM)
- Diplôme de budgétisation axée sur les résultats
Universidad Nacional Autónoma de México et Ministère des finances et du crédit public
- Diplôme de gestion de réseaux informatiques
Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM)
- Études diverses en systèmes de gestion de la qualité et reconfiguration de processus métiers

Profil

- Expérience de 21 ans en tant que Directeur général de la planification des programmes et du budget ou postes équivalents au Gouvernement fédéral du Mexique, dont 10 ans au Ministère de l'économie, 9 ans au Ministère des affaires étrangères et 2 ans au Ministère de l'éducation publique
- Planification et exécution des dépenses du Gouvernement fédéral dans les ministères d'État, ses organismes décentralisés et les entreprises publiques, ainsi que dans les bureaux de représentation au Mexique et à l'étranger
- Déploiement de systèmes de gestion de la qualité en vue de recenser, d'évaluer, de contrôler et d'améliorer les divers processus gouvernementaux essentiels
- Mise au point d'un logiciel d'administration du budget et de gestion de la dette publique
- Membre des organismes gouvernementaux d'organes décentralisés et d'entreprises publiques dépendant du Ministère de l'économie et du Ministère de l'éducation publique
- Membre des comités de contrôle et de la performance institutionnelle, ainsi que d'organes décentralisés et d'entreprises publiques placés sous la coordination du Ministère de l'économie et du Ministère de l'éducation publique
- Membre du Conseil des auditeurs externes de l'Organisation des États américains (1996-2003)
- Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies (2009-2010)
- Membre de la Commission de la fonction publique internationale de l'Organisation des Nations Unies (2012-2017)

Expérience professionnelle

Ministère de l'éducation publique

Directeur général du budget et des ressources financières (depuis 2015)

Fonctions :

- Établissement du budget du Ministère de l'éducation publique et intégration du budget de ses organes décentralisés et des entreprises publiques
- Administration du budget du Ministère de l'éducation publique
- Coordination et supervision du versement à la date prévue des traitements des enseignants dans les 31 États fédérés
- Liaison entre l'Institut supérieur d'audit de la Fédération et le Ministère de l'éducation publique concernant les audits réalisés sur ses différents programmes
- Élaboration de rapports comptables et de rapports de transparence
- Membre de divers comités de contrôle et de comités de la performance institutionnelle, ainsi que des organes directeurs des organismes décentralisés et des entreprises publiques dans le secteur de l'éducation

Réalisations :

- Réaménagement du budget pour la mise en œuvre de la réforme constitutionnelle en matière d'éducation, qui prévoit notamment la mise en concurrence des professeurs en vue de leur recrutement et de leur promotion, l'évaluation de leur performance, la mise en place de formations et l'élaboration de nouveaux programmes et manuels scolaires
- Nettoyage des états de paie du personnel enseignant de 31 entités fédérales et mise en conformité de ces derniers avec la réforme constitutionnelle en matière d'éducation et les dispositions juridiques applicables

Ministère de l'économie

Directeur général de la programmation, de l'organisation et du budget, Ministère de l'économie (2013-2015)

Fonctions :

- Participation à la planification et à la budgétisation des programmes du Ministère de l'économie et intégration du budget de ses organes décentralisés
- Coordination de l'exécution efficace et efficiente du budget alloué au Ministère de l'économie et à ses organes décentralisés
- Élaboration de rapports comptables et de rapports de transparence
- Coordination de l'amélioration des règles du Ministère de l'économie
- Membre de comités de contrôle et de comités de la performance institutionnelle, ainsi que des organes directeurs des organismes décentralisés et des entreprises publiques

Réalisations :

- Conception et mise en œuvre d'un système automatisé de planification et de facilitation de l'exécution du budget dans les délais, permettant d'éviter le report de dépenses à des exercices ultérieurs

- Participation au réaménagement du budget du Ministère de l'économie opéré en 2015 suivant la méthode du budget à base zéro

Ministère des affaires étrangères

Directeur général de la programmation, du budget et de l'organisation (2003-2012)

Fonctions :

- Planification, intégration et administration du budget annuel du Ministère des affaires étrangères et de ses représentations diplomatiques à l'étranger
- Élaboration de rapports comptables et de rapports de transparence
- Gestion et contrôle des recettes consulaires
- Coordination de l'amélioration des règles du Ministère des affaires étrangères

Réalisations :

- Décentralisation de la gestion du budget
- Reconfiguration des processus et normalisation des politiques et procédures relatives à l'exécution du budget au Ministère des affaires étrangères et dans ses représentations diplomatiques
- Détermination d'un budget de fonctionnement de base pour les représentations diplomatiques mexicaines
- Négociations de haut niveau avec le Ministère des finances et du crédit public en vue d'obtenir les ressources financières nécessaires aux activités du Ministère
- Conception et mise en œuvre d'un système logiciel visant à améliorer l'administration et la gestion du budget, des états de paie et des dépenses du réseau diplomatique à l'étranger
- Mise en place d'un système permettant de répondre aux besoins des représentations à l'étranger, en fonction des flux de travail
- Contribution au renforcement de l'efficacité des procédures administratives de l'Organisation des États américains, en tant que membre du Conseil des auditeurs externes, lequel a examiné les rapports financiers de 2004, 2005 et 2006
- Conception et coordination de l'installation et de l'exploitation, en 2010, du « Village du changement climatique », qui a reçu plus de 128 000 visiteurs et accueilli près de 160 manifestations d'organisations non gouvernementales au cours de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- Externalisation et gestion des services nécessaires à la tenue du Sommet du G20 à Los Cabos, en 2012

Ministère de l'économie

Directeur général de la programmation, du budget et de l'organisation (1996-2003)

Fonctions :

- Élaboration et planification du budget annuel du Ministère de l'économie
- Gestion du budget et programmation
- Élaboration de rapports comptables et de rapports de transparence

- Coordination de l'amélioration des règles du Ministère de l'économie
- Coordination des budgets et des programmes entre les fonds, les sociétés de fiducie, les organismes décentralisés et les entreprises publiques
- Membre de comités de contrôle et de comités de la performance institutionnelle, ainsi que des organes directeurs des entreprises publiques

Réalisations :

- Déploiement d'un logiciel de gestion budgétaire
- Mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité appliqué à la gestion budgétaire, conforme aux normes ISO 9000:1994, et migration ultérieure de ce système vers les normes ISO 9000:2000, ce qui a nécessité la transformation complète de la Direction générale de la programmation, du budget et de l'organisation en un bureau gouvernemental efficient, transparent et organisé.

Compétences

Informatique : Word, Excel, PowerPoint et Access.

Langues : espagnol et anglais.

Aldo Mantovani (Italie)

Tout au long de sa carrière, l'Ambassadeur Mantovani a accumulé en plus de son expérience des relations internationales, un grand savoir-faire dans des domaines très variés, dont la gestion d'institutions et de ressources. À la tête du Département de la gestion du Ministère italien des affaires étrangères pendant un cycle budgétaire, il a eu à administrer tous les biens dont le Ministère était propriétaire ou locataire, et à allouer les ressources nécessaires à l'entretien de quelque 240 ambassades et consulats et 80 instituts culturels italiens à travers le monde.

Il a ensuite passé trois ans au Département de la gestion des ressources humaines, où il était chargé de proposer, de gérer et de superviser les affectations de 900 diplomates et 2 500 employés. Il était chargé également de négocier, d'administrer et de superviser les engagements de 2 500 agents recrutés localement dans d'autres pays que l'Italie. Il a ainsi été amené à régler tous conflits pouvant survenir entre la législation du travail italienne et celle des pays où ces agents étaient recrutés et employés. En cette qualité, il était chargé notamment de négocier avec les syndicats sur une large gamme de questions, touchant aussi bien les conditions générales d'emploi que des cas particuliers.

En sa qualité de Représentant permanent adjoint de l'Italie auprès de l'ONU, l'Ambassadeur Mantovani a eu pour charge d'organiser et de coordonner les multiples activités de la Mission pendant cinq ans et demi, et de superviser les travaux des diplomates, dont le nombre est passé de 15 à 25 pendant que l'Italie siégeait au Conseil de sécurité. Durant cette période, il a pris part notamment aux négociations du budget biennal de l'Organisation et au processus qui a conduit à l'adoption de la Déclaration du Millénaire. Il a été l'un des deux représentants de l'Italie au Conseil de sécurité et, à ce titre, a exprimé les positions et promu les intérêts de son pays sur toutes les grandes questions qui agitent la scène internationale.

Parcours professionnel

- Né à Florence, en décembre 1945, l'Ambassadeur Aldo Mantovani a obtenu, avec mention, son diplôme d'études en sciences politiques de l'Université de Gênes.
- Après son service militaire obligatoire, il a reçu du Ministère italien des affaires étrangères une bourse d'un an pour suivre une formation spécialisée en relations internationales au Centre de Bologne de l'Université John Hopkins.
- Entré dans la carrière diplomatique, il a été en poste au Secrétariat général du Ministère des affaires étrangères, à l'ambassade d'Italie à Paris, au consulat général d'Italie à Djedda, à l'ambassade d'Italie à Washington (comme Chef de la section économique) et à l'ambassade d'Italie à Berne (comme Ambassadeur adjoint).
- Au Ministère des affaires étrangères à Rome, il a été Chef du Département de la gestion mondiale des biens. Après sa promotion au rang de Ministre plénipotentiaire, il est devenu Chef du Département de la mobilité du personnel diplomatique et administratif.
- En 2003, il a été nommé à New York comme Représentant permanent adjoint de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies avec le titre et le rang d'Ambassadeur.

- En 2009, il a été nommé Ambassadeur d'Italie en Pologne, où il est resté en poste pendant trois ans et a reçu du Président Komorowski la Croix de commandant de l'ordre du mérite de la République polonaise.
- En décembre 2011, ayant réintégré le Ministère à Rome, il a été nommé au Secrétariat général. L'Ambassadeur Mantovani a récemment pris sa retraite.
- En novembre 2013, il a été élu membre de la Commission de la fonction publique internationale par l'Assemblée générale pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

L'Ambassadeur Mantovani maîtrise l'anglais et le français et a des notions d'allemand, d'espagnol et de polonais.

Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique)

Jeffrey C. Mounts est Directeur général chargé des traitements et prestations à l'échelle mondiale au Bureau du contrôleur et des services financiers mondiaux du Département d'État des États-Unis. La Direction des traitements et prestations à l'échelle mondiale effectue des versements à l'intention de plus de 90 000 fonctionnaires aux États-Unis et dans plus de 180 pays, dans le cadre de 250 régimes de prestations et dans environ 140 devises. En outre, M. Mounts administre divers fonds à prestations et cotisations définies destinés à d'anciens employés.

Il possède 26 ans d'expérience dans la gestion financière au niveau fédéral et le versement de salaires et prestations aux personnes. Il a notamment exercé des fonctions de direction et dispose de solides connaissances techniques concernant les politiques relatives au personnel et au versement de traitements et prestations, l'exécution des paiements à l'échelle mondiale et les services bancaires, les pensions de retraite et la gestion des prestations, la mise au point de systèmes institutionnels et la gestion de programmes ainsi que le déploiement et la mise en œuvre de services partagés mondiaux.

M. Mounts a supervisé plusieurs projets notables, tels que la mise en place d'une plateforme PeopleSoft Global pour le traitement des états de paie de plus de 60 000 personnes recrutées localement, et d'une nouvelle plateforme de traitement des versements de prestations définies pour le *Foreign Service Retirement and Disability Fund* (Fonds de retraite et d'invalidité du service diplomatique). Il a également chapeauté la mise au point et le déploiement d'un système complexe de versement de traitements et prestations en devises multiples à l'échelle mondiale, qui permet d'effectuer des transferts électroniques de fonds et des versements par chèque d'un montant de plus de 15 milliards de dollars par an. M. Mounts a également conduit une nouvelle initiative, le programme de compte épargne-temps volontaire partagé, alimenté par les employés au profit de membres susceptibles d'en avoir besoin pour eux-mêmes ou pour leur famille.

Il représente le Département d'État dans le cadre du projet Human Resources Line of Business du Gouvernement des États-Unis et au sein du Provider Council (Conseil des prestataires) de l'organisation Unified Shared Services Management. M. Mounts a siégé au Comité directeur de l'Office of Management and Budget (Bureau de la gestion et du budget) et au sous-comité des services partagés du Chief Information Officer Council (Conseil du Directeur informatique).

Il est titulaire d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'université du Maryland, d'une maîtrise de gestion publique (finances publiques) de l'université du Maryland et d'une licence de sciences politiques de l'université d'État du Dakota du Sud.

Wolfgang Stöckl (Allemagne)

Fonctions actuelles : Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale

Président, Comité consultatif pour les questions d'ajustement

Fonctions et activités antérieures

- 2006-2017 Membre de la Commission de la fonction publique internationale, Organisation des Nations Unies
- 2002-2006 Ambassadeur et Coordonnateur spécial pour les questions relatives au personnel de nationalité allemande en poste dans les organisations internationales
- 2000-2002 Directeur des affaires économique et du développement, Département de l'Organisation des Nations Unies et des affaires mondiales, Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne
- 1997-2000 Représentant Permanent adjoint, Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
- Délégué, Comité de la gestion publique, Comité de coordination sur la rémunération
- 1997-2002 Membre de la Commission de la fonction publique internationale
- 1997 Président du Comité du programme et de la coordination, Organisation des Nations Unies
- 1995-1997 Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, Organisation des Nations Unies
- 1991-1997 Conseiller à la Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York), chargé des questions relatives à la réforme de l'Organisation, au régime commun et à la gestion des ressources humaines
- 1990 Conseiller spécial pour les questions de gestion et de personnel auprès du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande
- 1989-1991 Vice-Directeur de la Division de l'organisation et de la gestion du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne
- 1985-1989 Chef du Service d'inspection du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne
- 1983-1985 Directeur du Bureau de liaison germano-saoudien pour les affaires économiques, Riyad, Arabie saoudite
- 1980-1983 Consul d'Allemagne au Caire (Égypte)
- 1979-1980 Directeur assistant de l'Institut diplomatique de formation du Ministère fédéral des affaires étrangères, chargé de l'organisation des concours de recrutement dans la diplomatie allemande

- 1977 Prise de fonctions au Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne
- 1976 Ministère de l'intérieur (Hesse), Allemagne
- 1973-1974 Juge suppléant et Procureur général suppléant au Ministère de la justice du Land de Hesse (Allemagne)
- 1972-1980 Président du Conseil municipal de Melsungen (Allemagne)

Études

- 1977-1979 Institut diplomatique, Ministère fédéral des affaires étrangères, Bonn, Allemagne
- 1975-1976 Études universitaires supérieures d'administration publique à l'École supérieure d'administration publique, Spire (Allemagne)
- 1975 Deuxième examen d'État en droit (examen d'entrée au barreau)
- 1972 Premier examen d'État en droit (maîtrise)
- 1967-1971 Études de droit à l'Université de Marbourg (Allemagne)

Publications

- 2012 Auteur d'un commentaire de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies dans *The Charter of the United Nations, A Commentary*, 3 éd., Oxford University Press

Date de naissance : 11 juin 1948
